

NORVÈGE

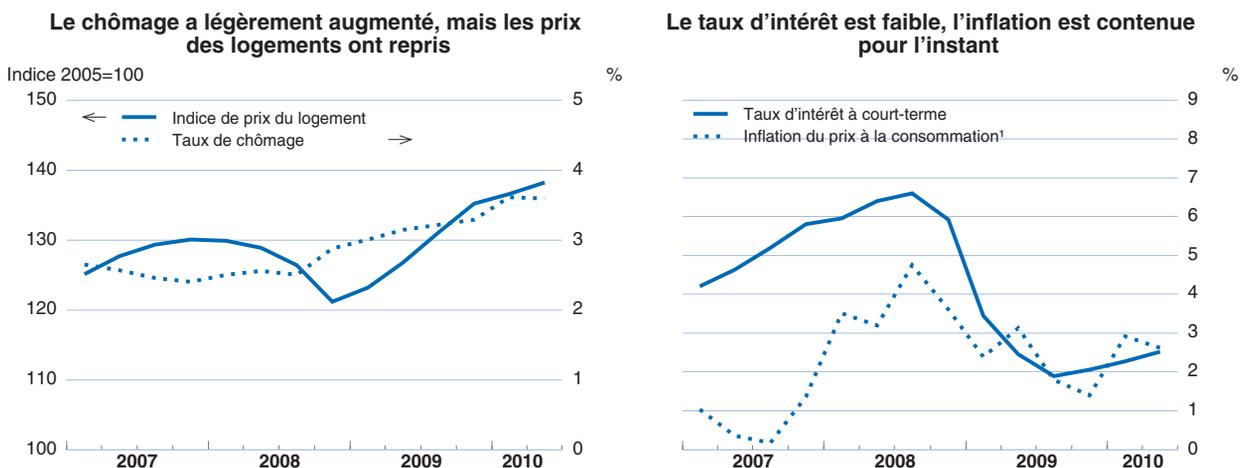
La reprise économique en Norvège continentale, après une récession plus légère qu'ailleurs, devrait se poursuivre et se renforcer progressivement. Pour la première fois depuis plusieurs années, les dépenses publiques ne donneront pas un puissant coup de fouet à l'activité ; l'investissement privé et la consommation seront les principales sources de croissance de la demande. À partir de 2011, le PIB continental augmentera à un rythme suffisamment rapide pour réduire l'excédent de capacité et en 2012 la pression de la demande poussera de nouveau l'inflation à la hausse.

La banque centrale s'attend à devoir continuer de relever les taux d'intérêt même si, en raison d'une inflation discrète et du bas niveau des taux d'intérêt dans les autres pays, elle n'a pas opéré d'ajustement depuis mai. Tandis que la politique budgétaire est présumée éviter toute nouvelle action expansionniste en 2011 et en 2012, la demande totale croît plus rapidement que la production potentielle, de sorte qu'il faudra durcir la politique monétaire tout au long de 2011 et de 2012. Des mesures visant à améliorer l'offre de main-d'œuvre et à stimuler la concurrence et la productivité dans certains secteurs contribueraient à alléger les tensions à long terme sur les capacités.

La reprise se poursuit

Après une récession relativement légère, la reprise en Norvège est désormais bien implantée. Même si les données mensuelles sur la production sont fluctuantes et font ressortir un certain ralentissement à court terme à la fin de l'été, les indicateurs de confiance des entreprises dénotent une vigueur persistante. Quant aux consommateurs, si les chiffres des ventes de détail ont également été irréguliers, les prix des logements ont continué d'augmenter fortement au moins jusqu'au deuxième trimestre. Le taux d'inflation sur 12 mois a bondi jusqu'aux alentours de 3½ pour cent en mars, mais avec la baisse des prix de l'électricité, il s'est replié depuis lors ; en septembre, l'inflation globale (1.9 %) et la plupart des indicateurs de l'inflation sous-jacente se situaient au-dessous de l'objectif de 2½ pour cent fixé par la banque centrale. Les

Norvège



1. Pourcentage de variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : Statistics Norway et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932353412>

Norvège : **Demande, production et prix**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2007)				
Consommation privée	940.1	1.6	0.2	2.5	2.8	3.5
Consommation publique	446.5	4.1	4.7	2.9	2.0	2.0
Formation brute de capital fixe	503.9	2.0	-9.1	-5.4	4.6	3.8
Demande intérieure finale	1 890.5	2.3	-1.2	0.7	3.0	3.2
Variation des stocks ¹	32.8	-0.3	-2.0	2.6	0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 923.3	1.9	-3.7	3.8	3.2	3.1
Exportations de biens et services	1 039.7	1.0	-4.0	-0.4	1.8	2.8
Importations de biens et services	691.4	4.3	-11.4	9.0	6.1	5.4
Exportations nettes ¹	348.3	-0.8	1.4	-2.7	-0.9	-0.4
PIB aux prix du marché	2 271.6	0.8	-1.4	0.5	1.8	2.3
Déflateur du PIB	—	10.0	-4.0	4.2	2.7	2.3
<i>Pour mémoire</i>						
PIB continental aux prix du marché ²	—	1.8	-1.4	1.4	2.5	3.3
Indice des prix à la consommation	—	3.8	2.2	2.4	1.5	2.5
Déflateur de la consommation privée	—	3.6	2.5	2.0	1.9	2.5
Taux de chômage	—	2.6	3.2	3.6	3.9	3.5
Taux d'épargne des ménages ³	—	3.7	7.3	6.3	6.9	6.9
Solde des administrations publiques ⁴	—	19.3	9.9	9.5	8.7	8.8
Balance des opérations courantes ⁴	—	17.7	13.0	13.8	13.4	13.1

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

- Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
- PIB non compris le pétrole et la marine marchande.
- En pourcentage du revenu disponible.
- En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932355160>

salaires réels continuent de croître, mais ils ont nettement ralenti en 2010, la coordination entre les partenaires sociaux ayant limité la croissance des gains nominaux à un peu plus de 3 %. L'emploi a baissé de moins de 1½ pour cent pendant la récession et s'est redressé en même temps que la production, à la différence de beaucoup d'autres pays, si bien que la productivité de la main-d'œuvre par travailleur a été étale ou en baisse cette année.

Le resserrement monétaire a marqué une pause...

Dès la fin de 2009, la banque centrale norvégienne avait supprimé son aide spéciale aux marchés de capitaux et amorcé un durcissement monétaire conventionnel. Le principal taux directeur est fixé à 2 % depuis mai, et les nouveaux ajustements à la hausse attendus n'ont pas eu lieu étant donné que l'inflation s'est révélée inférieure à la prévision de la Banque, que la reprise a été capricieuse et que la baisse des taux d'intérêt à long terme à l'étranger a accentué les pressions potentielles à la hausse sur la couronne.

**... et le déficit
« continental » a cessé de
croître**

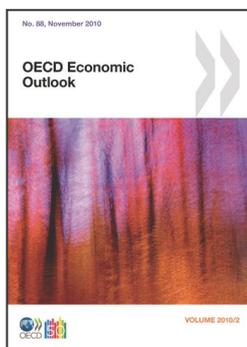
Bien que le déficit budgétaire « continental » implicite soit élevé, à quelque 7 % du PIB continental, il n'augmente plus rapidement. Les programmes budgétaires, qui seront intégralement exécutés selon les présentes prévisions, stipulent que les dépenses publiques devront augmenter beaucoup plus lentement que dans le passé, de sorte qu'avec des taux d'imposition inchangés il y aura un léger durcissement. Compte tenu d'une vive croissance du Fonds souverain alimenté par les recettes pétrolières nettes, le déficit public structurel hors pétrole devrait représenter près de 4 % (ou moins) des actifs du Fonds en 2012, conformément aux orientations budgétaires. L'excédent budgétaire total pourrait décroître légèrement en pourcentage du PIB, en dépit du niveau élevé des cours du pétrole, car la production pétrolière diminue.

**La croissance prévue
stimulera progressivement
les salaires et les prix**

L'assouplissement des conditions financières et la demande émanant du secteur offshore devraient favoriser une augmentation robuste et persistante de l'investissement après sa forte contraction durant la récession. Les volumes d'exportations hors pétrole devraient continuer de remonter, mais comme les exportations pétrolières en volume décroîtront et que la demande interne augmentera, la croissance des importations l'emportera sur celle des exportations tout au long de la période considérée. L'excédent de la balance courante, à l'inclusion du secteur pétrolier, restera néanmoins très élevé. Ayant réussi à limiter la croissance des salaires cette année, les partenaires sociaux vont probablement s'entendre sur une croissance salariale plus soutenue en 2011 et 2012, car la reprise s'installera tandis que le marché du travail se stabilisera et commencera à se tendre. Cette évolution soutiendra une croissance lente de la consommation. Elle engendra aussi quelques tensions sur les prix et, même si l'inflation devrait se maintenir aux alentours de l'objectif de la banque centrale en 2012, celle-ci devra opérer un resserrement au moins aussi rapide que l'indiquent ses dernières prévisions pour enrayer une accélération ultérieure de l'inflation.

**La viabilité à court terme de
la reprise est encore
incertaine**

Bien que la reprise semble assurée, certains signes de fléchissement de la confiance des investisseurs et des consommateurs pourraient signaler un risque de progression de la demande plus faible que celle prévue ici ; en contrepartie de ce risque, l'investissement et la consommation pourraient rebondir plus rapidement ou les importations croître plus lentement si l'offre intérieure réagit plus efficacement à l'augmentation de la demande.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-29-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.